

ACTION URGENTE

COLOMBIE. CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ D'UN DIRIGEANT PAYSAN

Le dirigeant paysan Hernán Henry Díaz a été vu pour la dernière fois le 18 avril 2012, alors qu'il organisait une manifestation. Il est possible qu'il fasse l'objet d'une disparition forcée dans le département du Putumayo, dans le sud de la Colombie.

Hernán Henry Díaz, porte-parole de la Table ronde départementale des organisations sociales du département du Putumayo et membre de la Fédération nationale syndicale des travailleurs du secteur agricole, a été vu pour la dernière fois le 18 avril. En tant que dirigeant paysan, il coordonnait la participation de 200 délégués, venant de la municipalité de Valle del Guamuez (département du Putumayo), à une manifestation prévue les 21, 22 et 23 avril à Bogotá. Le 18 avril, il a envoyé un SMS à sa compagne, lui disant qu'il était à Puerto Vega et qu'il arrivait. Personne n'a eu de ses nouvelles depuis.

Il y a quelques mois, Hernán Henry Díaz s'est rendu à Bogotá pour alerter les autorités au sujet de la crise humanitaire et des droits humains qui sévit dans le département du Putumayo. Il s'est entretenu avec des représentants du gouvernement et des membres de la communauté internationale, notamment des employés d'ambassade, et a exposé plusieurs affaires de violation des droits humains. Par le passé, des organisateurs de mouvements de protestation ont été victimes de manœuvres d'intimidation et de harcèlement, parfois de disparition forcée ou d'homicide. La sécurité de Hernán Henry Díaz suscite de plus vives inquiétudes étant donné que des hauts responsables des forces de sécurité affirment que des guérilleros se sont mêlés aux manifestants.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- faites part de votre inquiétude quant à la sécurité de Hernán Henry Díaz ;
- appelez les autorités à faire tout le nécessaire pour déterminer où se trouve cet homme, garantir sa sécurité, diligenter une enquête minutieuse et impartiale sur son éventuelle disparition forcée, rendre les conclusions publiques et, si les autorités judiciaires confirment la disparition forcée, traduire les responsables présumés en justice ;
- rappelez-leur qu'elles doivent respecter leurs obligations vis-à-vis de la situation des défenseurs des droits humains, conformément à la Déclaration des Nations unies de 1998 sur les défenseurs des droits de l'homme.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 8 JUIN 2012 À :

Président de la Colombie

Juan Manuel Santos
 Presidente de la República
 Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-26
 Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 596 0631

Formule d'appel : *Excmo. Sr.*

Presidente Santos, / Monsieur le

Président,

Eduardo Montealegre

Fiscalía General de la Nación
 Diagonal 22B No. 52-01 (Ciudad
 Salitre)

Bloque C Piso 4, Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 570 2000 extension

2023

Formule d'appel : *Estimado Sr. Fiscal*

General de la Nación, / Monsieur le

Procureur général,

María Angela Holguín

Ministerio de Relaciones Exteriores
 Palacio San Carlos
 Calle 10 No. 5-51, Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 381 4742

Formule d'appel : *Sra. Ministra, /*

Madame la Ministre,

Procureur général

Ministre des Affaires étrangères

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, courriel, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

COLOMBIE. CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ D'UN DIRIGEANT PAYSAN

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Au cours du conflit armé qui déchire la Colombie depuis quarante ans, les forces de sécurité et les groupes paramilitaires assimilent souvent les membres d'organisations de défense des droits humains et de syndicats à des collaborateurs ou des sympathisants de la guérilla, et sont allés jusqu'à menacer, enlever ou tuer certains d'entre eux. Des défenseurs des droits humains, des syndicalistes et d'autres civils ont également été menacés, voire tués, par des guérilleros qui les accusaient de se ranger du côté de leurs ennemis. Depuis ces dernières années, les organisateurs de mouvements de protestation réclamant le respect des droits humains font l'objet de graves atteintes aux libertés fondamentales, étant donné que de hauts responsables étatiques et gouvernementaux considèrent les manifestations liées aux groupes de guérilla.

Nom : Hernán Henry Díaz

Genre : homme

AU 118/12, AMR 23/019/2012, 27 avril 2012

AMNESTY
INTERNATIONAL

